



EXAMEN DU BIEN-ÊTRE ET DES POLITIQUES DE LA JEUNESSE EN CÔTE D'IVOIRE



Lien vers le projet « Inclusion des jeunes » : oe.cd/1h0

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Centre de développement de l'OCDE

Projet sur l'Inclusion des jeunes

Dev.YouthInclusion@oecd.org

<http://www.oecd.org/dev/inclusivesocietiesanddevelopment/youth-inclusion-project.htm>

Commission européenne

Direction Générale pour la Coopération internationale et le développement

DEVCO B.3 - Migration, emploi, inégalités

EUROPEAID-B3@ec.europa.eu

http://ec.europa.eu/europeaid/sectors/humandevlopment/social-inclusion_en

<http://capacity4dev.ec.europa.eu/youth>

Que peut faire le gouvernement ?

Améliorer l'efficacité de son action en faveur des jeunes

- instaurer un mécanisme inclusif et pérenne de financement des programmes et renforcer les capacités humaines, matérielles et logistiques,
- renforcer la coordination, le suivi et l'évaluation des programmes et formaliser les partenariats dans leur mise en œuvre,
- mieux informer les jeunes sur les programmes qui leur sont destinés.

Faciliter l'accès aux secteurs porteurs et maximiser les chances de réussite de l'entrepreneuriat chez les jeunes

- adapter l'offre de formation du système éducatif aux besoins en compétences des secteurs porteurs,
- investir de façon substantielle dans la formation à un métier,
- développer les compétences entrepreneuriales et promouvoir l'inclusion financière des jeunes,
- encourager la formalisation des entreprises et améliorer les conditions d'exploitation des jeunes entrepreneurs,
- améliorer l'employabilité des jeunes qui n'ont pas vocation à être entrepreneurs pour une meilleure insertion dans le salariat.

Enfin, renforcer la lutte contre les grossesses précoces

- accroître l'accès aux méthodes contraceptives modernes, ainsi qu'aux services en santé sexuelle et reproductive et en planification familiale,
- organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques de grossesses précoces,
- renforcer l'enseignement de la santé sexuelle et reproductive et sanctionner les auteurs de grossesses précoces en milieu scolaire,
- veiller à l'application de la loi en matière de mariage précoce,
- légiférer de manière à ce que la violence domestique soit pénalement répréhensible,
- intensifier les efforts contre la déscolarisation des adolescentes victimes de grossesse précoce.

Qu'est-ce que l'« Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse en Côte d'Ivoire » ?

L'Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse en Côte d'Ivoire présente une analyse approfondie de la situation des jeunes en matière d'inclusion sociale et de bien-être, en utilisant les dernières données disponibles et en suivant une approche multidimensionnelle. Des recommandations concrètes en matière de politiques publiques sont proposées afin de maximiser l'impact de l'action gouvernementale en faveur de la jeunesse.

Ce document dresse un état des lieux :

- de l'inclusion sociale et du bien-être des jeunes,
- des politiques et du cadre institutionnel pour la promotion de la jeunesse en Côte d'Ivoire,
- de l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs de l'économie et de la performance de l'entrepreneuriat jeune,
- des grossesses précoces et de ses effets sur l'éducation et les perspectives d'emploi des adolescentes.

Cet examen a été réalisé dans le cadre du projet **Inclusion des jeunes** cofinancé par l'**Union européenne** et mis en œuvre par le **Centre de développement de l'OCDE**. Neuf autres examens sont disponibles sur le site internet du projet.



Quelle est la situation du bien-être des jeunes en Côte d'Ivoire ?

La jeunesse ivoirienne reste confrontée à de nombreux défis en matière de santé, éducation et emploi

La mortalité des jeunes est très élevée, surtout chez les hommes. En outre, les jeunes femmes sont particulièrement affectées par les grossesses précoces et la violence domestique, et les jeunes hommes par la consommation à un âge précoce de substances psychotropes nocives, notamment l'alcool et le tabac.

Les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire au-delà de l'école primaire restent très faibles, surtout pour les filles, et la qualité de l'enseignement primaire pose question en raison des faibles performances des élèves.

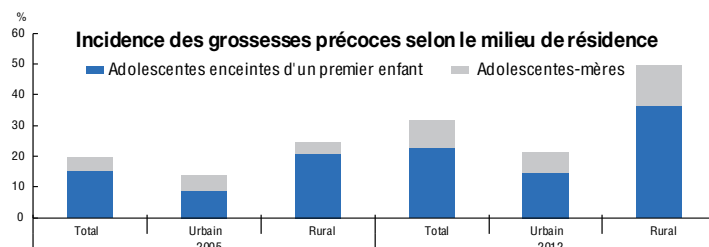
Par ailleurs, la situation des jeunes sur le marché du travail est largement défavorable, la qualité des emplois demeurant le problème central. La précarité du travail chez les jeunes, caractérisée notamment par la vulnérabilité de l'emploi, l'informalité, le sous-emploi et des bas salaires, est fortement associée au manque d'instruction.

Cependant, les jeunes sont plus engagés, confiants et optimistes depuis la fin de la crise politico-militaire

Les jeunes sont de plus en plus engagés civiquement, notamment les hommes et les citoyens. En outre, la confiance des jeunes envers les institutions, notamment le gouvernement, s'est fortement améliorée ces dernières années, bien que la défiance reste élevée vis-à-vis de la transparence des élections. Globalement, les jeunes sont plus optimistes que par le passé mais restent peu satisfaits de leur vie de manière générale.

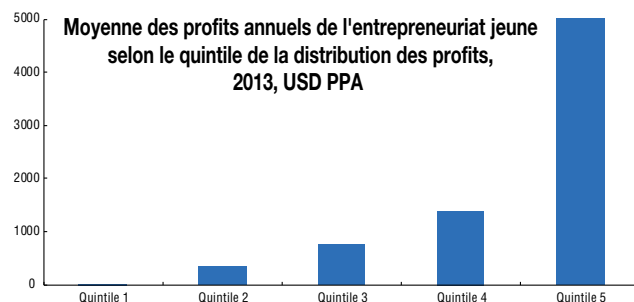
Le saviez-vous ?

L'ampleur et la propagation du phénomène des grossesses précoces – 19.6 % en 2005 contre 31.9 % en 2012 – sont préoccupantes notamment au regard de ses effets hautement dommageables sur l'éducation et les perspectives d'emploi des adolescentes.



Le saviez-vous ?

Les jeunes sont peu insérés dans les secteurs porteurs de l'économie (industrie manufacturière, BTP, commerce) en raison de l'inadéquation de leurs compétences, qui les confinent en outre dans des emplois précaires. Face au défi de l'emploi, de nombreux jeunes se tournent vers l'entrepreneuriat où les activités de subsistance prédominent.



Quelles politiques publiques, quel cadre institutionnel pour la promotion de la jeunesse ?

Malgré une volonté politique affichée, la Côte d'Ivoire a souffert jusqu'à présent de l'absence d'une stratégie d'ensemble à même de relever les multiples défis rencontrés par la jeunesse. Les politiques sectorielles mises en place à ce jour n'ont pas été à la hauteur des enjeux.

En 2016 le gouvernement a créé le Ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du service civique afin de combler les lacunes des administrations antérieures. Il s'est doté, pour la première fois de son histoire, d'une Politique nationale de la jeunesse couvrant la période 2016-2020. Cette politique constitue une opportunité sans précédent pour le gouvernement de relever les défis qui entravent l'émancipation de la jeunesse, à condition que des ressources financières suffisantes soient mises à disposition.